



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Isabelle GIANIEL, Patricia MIRALLES.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri Demeter - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Approbation

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par le District de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant presque 25 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité, pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de Construction Réalisation Exploitation Maintenance dit CREM pour le process), Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé par délibération n°12712 du 18 décembre 2014, la signature d'une convention de mandat conclue avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'extension et de la rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs « DEMETER » dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP).

Dans ce cadre, le mandataire est chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Métropole.

L'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER, consistent notamment à :

- conserver et rénover le bâtiment existant ;
- utiliser le terrain adjacent pour construire un nouveau hall de réception des déchets ;
- installer une seule ligne de tri capable de traiter 32 000 à 35 000 tonnes de déchets par an ;
- implanter les nouveaux équipements de tri dans la zone process et le hall de réception actuels ;
- moderniser entièrement la cabine de tri ;
- conserver et rénover les alvéoles de stockage des matériaux triés ;
- conserver et moderniser le mode de conditionnement des refus de tri par compacteurs ;
- couvrir la zone de stockage aval pour protéger les matériaux des intempéries et des envols ;
- réaliser la réfection des voiries, des systèmes de défense incendie et autres travaux annexes.

Par la même délibération du 18 décembre 2014, le Conseil avait également autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises en vue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation à l'issue de laquelle le groupement SETEC Environnement / URBA LINEA / A+ Architecture / CALDER Ingénierie / QCS Services / EPSILON GE a été désigné titulaire pour un montant de 764 869,38 € H.T. toutes tranches confondues.

Les études ont démarré, notamment par la rédaction du Programme Technique et Fonctionnel Détaillé du Marché Global de Performance pour la conception et la réalisation du process de tri ainsi que l'exploitation et la maintenance du centre de tri de collecte sélective de déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier lancé en décembre 2016.

La date limite de réception des candidatures était fixée au 31 mars 2017. Le dossier de consultation des entreprises a été transmis aux quatre candidats admis à concourir. Seuls deux des quatre candidats ont remis une offre le 17 mai 2017. A l'issue de la phase de dialogue, les deux candidats ont été invités à remettre leur offre finale le 13 septembre 2017.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres a attribué lors de sa séance du 24 octobre 2017 le Marché Global de Performance (MGP) à la Société Montpelliéraine de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour un montant total estimatif de 39 863 499 € H.T., y compris montant liée à l'exploitation hors mandat SA3M. Ce marché a été notifié le 24 novembre 2017.

La part du montant du MGP dédié à la conception et à la réalisation du nouveau process et des travaux mineurs s'élève à 8 536 932,00 € H.T., en diminution de 963 068 € H.T. par rapport au montant présenté dans le bilan prévisionnel des dépenses au CRAC 2016 à hauteur de 9 500 000 € H.T.

Au cours de l'année 2017, les études liées à la conception du bâtiment destiné à accueillir le nouveau process ont repris en phase Avant-Projet Définitif (APD) dès l'attribution du MGP. A l'issue des études d'APD, le coût prévisionnel des travaux pour la partie bâtiment a été fixé à hauteur de 4 166 000 € H.T. soit + 466 000 € H.T. par rapport à l'enveloppe prévisionnelle affectée par le maître d'ouvrage.

Parallèlement, les procédures de consultation se sont poursuivies pour la désignation du Contrôleur Technique et du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé de l'opération, ainsi que pour la désignation d'un cabinet chargé d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la passation et la gestion de marchés publics d'assurance le 21 juin 2017. Des études complémentaires nécessaires à la bonne exécution de la mission de maîtrise d'œuvre seront menées courant 2018 : études géotechniques, diagnostic amiante avant travaux, étude technique foudre, afin de conforter les hypothèses retenues pour la constitution du Dossier de Consultation des Entreprises pour la rénovation et l'extension du bâtiment existant. La consultation des entreprises sera lancée au deuxième trimestre de l'année 2018 en vue d'attribuer les marchés de travaux en fin d'année 2018.

Les demandes d'autorisations administratives de Permis de Construire et d'Autorisation Environnementale ont été déposées le premier trimestre 2018 auprès des services concernés afin de permettre, au terme de leur instruction, de s'assurer de leur délivrance avant le démarrage des travaux envisagés en toute fin 2018.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

Les 100 000 € prévus en 2016 au titre du versement d'avances ont été réalisés début 2017. 135 000 € H.T. ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 326 000 € H.T.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2017 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 437 000 € T.T.C., dont 336 000 € au titre de l'exercice 2017.

A ce stade du projet et au regard notamment du résultat de la consultation liée au Marché Global de Performance, il convient d'ajuster le bilan prévisionnel des dépenses. Le montant prévisionnel du bilan ainsi ramené à 19 310 000 € T.T.C., en diminution de 865 000 € T.T.C. par rapport au bilan approuvé dans le cadre du compte rendu annuel à la collectivité 2016.

Par conséquent, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2017 de l'opération de rénovation / extension / exploitation du centre de tri DEMETER,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-51858-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.